

VD_FINDINFO HC / 2014 / 817 vom 1. Juli 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-07-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2014___817

FR: VD_FINDINFO HC / 2014 / 817 du 1 juillet 2014

IT: VD_FINDINFO HC / 2014 / 817 del 1 luglio 2014

Regeste

LOYER INITIAL, FORMULE OFFICIELLE | 270 al. 2 CO

Erwägungen

E. 1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272]) au sens de l'art. 236 CPC, dans les causes patrimoniales dont la valeur litigieuse au dernier état des conclusions devant l'autorité précédente est de 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 2 CPC). L'appel, écrit et motivé, est introduit dans les trente jours à compter de la notification de la décision motivée ou de la notification postérieure de la motivation (art. 311 al. 1 CPC). Selon la jurisprudence, l'action en constatation de droit est ouverte si la partie demanderesse a un intérêt important et digne de protection à la constatation immédiate de la situation de droit. Cet intérêt fait normalement défaut pour le titulaire du droit lorsque celui-ci dispose d'une action en exécution, en interdiction ou d'une action formatrice, immédiatement ouverte, qui lui permettrait d'obtenir directement le respect de son droit ou l'exécution de l'obligation (ATF 135 III 378 c. 2.2 ; 123 III 49 c. 1a ; TF 4C.138/2003 du 25 août 2003 c. 2.1, non publié in ATF 129 III 715). Dans ce sens, l'action en constatation de droit est subsidiaire par rapport à une action condamnatoire ou une action formatrice (cf. ATF 119 II 368 c. 2a). Formé en temps utile par une partie qui y a un intérêt digne de protection (art. 59 al.

E. 2

L'appel peut être formé pour violation du droit ainsi que pour constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge et doit, le cas échéant, appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC (Jeandin, CPC commenté, Bâle 2011, nn. 2 ss ad art. 310 CPC). Elle peut revoir librement l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (Jeandin, op. cit., n. 6 ad art. 310 CPC).

E. 3

a) Les appelants soutiennent que, dès lors que le bailleur n'a pas apporté les éléments permettant d'effectuer un calcul de rendement, partant qu'il n'a pas apporté la preuve que le loyer qu'il réclamait n'était pas abusif, il y aurait lieu de leur allouer d'emblée leurs conclusions. Ils font valoir par ailleurs que, lorsque le calcul du rendement est rendu impossible par manque de collaboration du bailleur, il ne se justifie pas de déterminer le loyer sur une impression d'ensemble, le juge devant tirer les conséquences de ce refus de collaborer, en allouant les conclusions prises par les locataires si elles ne sont pas déraisonnables. Ils font valoir qu'au regard des éléments statistiques au dossier, leurs

conclusions ne sont pas déraisonnables. b) Selon la jurisprudence, l'absence de notification du loyer initial selon l'art. 270 al. 2 CO et les dispositions cantonales y relatives entraîne la nullité partielle du contrat de bail, sous l'angle de la fixation du montant du loyer (ATF 124 III 62 c. 2a ; ATF 121 III 56 c. 2c ; ATF 120 II 341 c. 5d). En pareille situation, le locataire peut saisir d'abord l'autorité de conciliation, puis le juge en vue de faire fixer le loyer (TF 4C.428/2004 du 1^{er} avril 2005 in SJ 2006 I 19, c. 3.1 ; TF 4A_129/2011 du 28 avril 2011 c. 2, in JT 2012 II 113). Le juge appelé à fixer le loyer initial doit fonder sa décision sur toutes les circonstances du cas (ATF 124 III 62 c. 2b ; ATF 121 II 341 c. 6c) et dispose d'une grande marge d'appréciation (ATF 139 III 13 c. 3.5.1). Les facteurs à prendre en considération comprennent notamment le rendement admissible au regard de l'art. 269 CO relatif à la protection contre les loyers abusifs, les loyers non abusifs pratiqués dans le quartier et le loyer payé par le précédent locataire. Le loyer convenu constitue la limite supérieure du loyer à fixer (CACI 10 février 2014/68 et les réf.). Le juge exerce un pouvoir d'appréciation plus étendu que dans la procédure en contestation d'un loyer communiqué selon les formes prescrites ; il n'a pas à limiter son intervention à l'éventualité où le loyer convenu est abusif (ATF 120 II 341 c. 6c ; TF 4A_674/2012 du 23 septembre 2013 c. 2 ; voir aussi ATF 124 II 62 c. 2b). Contrairement au cas d'une contestation de loyer initial ayant fait l'objet d'une notification valable, le fardeau de la preuve du caractère non abusif du loyer initial lorsque celui-ci est nul ensuite d'un vice de la notification de la formule officielle incombe au bailleur (CREC I 21 février 2012/20 c. 2). En effet, il s'agit dans cette dernière hypothèse non d'établir en quoi et dans quelle mesure le loyer valablement conclu est abusif, mais bien d'établir le montant d'une créance contractuelle au jour de la conclusion du contrat (Piotet, Commentaire romand, 2010, n. 31 ad art. 8 CC, et les références citées ; CREC I 3 novembre 2010/577, in Cahiers du Bail [CdB] 2011 p. 49, c. 6a). Le juge doit en principe se fonder sur un calcul de rendement, sauf si l'immeuble a été construit ou acquis il y a plusieurs dizaines d'années, auquel cas il y a lieu de procéder à la détermination du loyer usuel (ATF 139 III 13 c. 3.1.2). Selon la jurisprudence fédérale, la prééminence de principe du critère du rendement excessif vaut également lorsque le juge est appelé à fixer le loyer initial après avoir constaté la nullité du loyer convenu (TF 4A_276/2011 du 11 octobre 2011 c. 5.2.2). Sauf circonstances particulières, c'est le précédent loyer qui entre en ligne de compte lorsque le juge ne dispose pas des éléments lui permettant de procéder à un calcul de rendement (SJ 1998 p. 718 ; Fetter, La contestation de loyer initial, Etude de l'article 270 CO, thèse Berne 2005, n. 549, p. 252). Lorsque le bailleur refuse de produire les pièces nécessaires au calcul de rendement, le juge peut inférer de cette circonstance que le bailleur cache un rendement abusif et retenir que le loyer initial non abusif correspond à celui payé par le précédent locataire ou le fixer en fonction des conclusions prises par le locataire dans sa requête, si celles-ci ne paraissent pas déraisonnables, voire, exceptionnellement, le fixer selon une statistique officielle (Dietschy, CPra Bail, n. 64 ad art. 270 CO et la jurisprudence citée ; Fetter, op. cit., n. 517, p. 237). Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, il est en effet admis que des statistiques puissent être prises en considération lors de la fixation du loyer initial, lorsque celui-ci n'est pas valablement convenu entre les parties et que le juge ne dispose ni de bases de comparaisons pertinentes dans le quartier ni d'éléments propres à permettre un calcul du rendement de l'immeuble (TF 4A_250/2012 du 28 février 2012 c. 2.4, SJ 2013 I 49 ; TF 4A_3/2011 du 28 février 2011 c. 5). Lorsque les conclusions prises dans la requête apparaissent déraisonnables, le juge peut fixer le loyer selon son expérience. Il est ainsi admissible de se fonder sur le fait que le loyer net d'un studio dans le canton de Vaud avec un équipement et

une situation comparables au studio litigieux est de l'ordre de 200 fr. le mètre carré par année (CACI 10 février 2014/68). Dès lors que le juge dispose d'une grande marge d'appréciation, l'autorité d'appel peut s'autoriser une certaine retenue (TF 5A_265/2012 du 30 mai 2012 c. 4.3.2). Il en résulte qu'elle ne saurait substituer sa propre appréciation à celle de l'autorité inférieure (Seiler, Die Berufung nach ZPO, no 475 p. 205 ; Sterchi, Berner Kommentar, n. 9 ad art. 310 CPC ; CACI 16 août 2013/417 : quotité de réduction de loyer en cas de défaut de la chose louée). c) Il résulte de ce qui précède que, lorsque le bailleur n'apporte pas les éléments suffisants pour établir un calcul de rendement, le juge peut tenir compte de l'ensemble des circonstances pour fixer le loyer initial et ne saurait dès lors allouer systématiquement les conclusions du locataire, comme le plaident les appelants à titre principal. Les appelants font valoir subsidiairement que lorsque le bailleur refuse de collaborer, il y a lieu de s'en tenir aux conclusions prises par le locataire, à tout le moins lorsqu'elles n'apparaissent pas d'emblée déraisonnables, et se prévalent des éléments statistiques produits pour exclure le caractère déraisonnable de leurs conclusions. On relèvera à cet égard que le bailleur était un particulier et qu'il a expliqué la difficulté de déterminer les fonds propres par le fait que la construction, érigée il y a plus de 25 ans, avait été financée par le [...], banque qui n'existait plus, dans le cadre d'un projet de construction qui regroupait d'autres bâtiments, offrant la preuve par expertise pour établir le rendement admissible. Dans ces circonstances, on ne saurait retenir un refus de collaborer stricto sensu. Quoi qu'il en soit, un éventuel refus de collaboration n'empêchera pas le juge de tenir compte de l'ensemble des circonstances, parmi lesquelles figurera précisément le refus de collaboration. d) En l'espèce, il est constant qu'un calcul de rendement était exclu, le bailleur n'ayant pas produit les éléments suffisants pour effectuer un tel calcul. De même, les parties n'ont pas apporté d'éléments susceptibles de fixer le loyer initial sur la base des loyers usuels du quartier. Cela étant, les premiers juges ont tenu compte du précédent loyer, qui, adapté au taux de l'intérêt hypothécaire de référence au jour de la conclusion du bail litigieux, s'élèverait à 1'730 fr. 40 par mois. A juste titre au vu de la jurisprudence précitée, ils ont cependant considéré qu'il ne s'agissait pas du seul critère pertinent. Ils ont ensuite pris en compte et apprécié les éléments statistiques produits, en relevant que, selon un tableau de l'Office fédéral de la population, le loyer mensuel net moyen d'un appartement comportant entre 3 et 4 pièces dans district d'Oron s'élevait entre 1'017 et 1'216 fr. et, selon un tableau de l'Office fédéral de la statistique, le loyer moyen dans la région lémanique s'élevait en 2003 entre 1'036 et 1'288 fr. pour le même type de logement. Ils ont ensuite tenu compte de ce que ces statistiques avaient été établies plusieurs années avant la conclusion du bail litigieux et qu'il était notoire que les loyers pratiqués sur le marché avaient entre-temps accusé une tendance à la hausse. Contrairement à ce que plaident les appelants, ils étaient en droit, en tant que juridiction spécialisée en la matière, de retenir cette circonstance, fondée sur leur expérience. Ils ont aussi tenu compte de l'équipement de l'appartement litigieux supérieur à la moyenne, et comprenant une cuisine en chêne massif, un balcon terrasse et l'accès à un court de tennis, cet appartement ayant fait l'objet de travaux de peinture à l'entrée des locataires. Ils ont enfin tenu compte du fait qu'après leur départ du logement litigieux, les appelants avaient loué un autre appartement, certes neuf – ce dont les premiers juges ont tenu compte, contrairement à ce que prétendent les appelants –, de 3,5 pièces à Oron pour un loyer de 1'500 fr. alors que cet objet était situé en bordure d'une route principale et que les communs de l'immeuble ne comprenaient pas l'accès à un court de tennis. Cela étant, les premiers juges ont tenu compte de circonstances pertinentes et n'ont pas abusé de leur pouvoir d'appréciation en fixant à 1'550 fr. le loyer initial de

l'appartement. On ne saurait en outre retenir un défaut de motivation.

E. 4

Au vu de ce qui précède, l'appel doit être rejeté et le jugement confirmé. Vu la valeur litigieuse de 14'780 fr. (20'180 fr. tel qu'il ressort des conclusions des appelants – 5'400 fr. tel qu'il ressort du jugement), les frais judiciaires de deuxième instance doivent être arrêtés à 747 fr. (600 fr. + 147 fr. ; art. 62 al. 1 TFJC [Tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; RSV 270.11.5]) et mis à la charge des appelants qui succombent (art. 106 al. 1 CPC), solidairement entre eux. L'intimé n'ayant pas été invité à se déterminer, il ne lui est pas alloué de dépens de deuxième instance.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.